

Nogent-sur-Marne, le 31.12.2021

Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée



Valérie BIGAGLI-MONTAURIOL

Commerce

Arrêté n°2021/89

Portant dérogation à la règle du repos dominical des salariés des établissements des commerces de détail au titre de l'année 2022

LE MAIRE DE NOGENT-SUR-MARNE,

Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Travail, notamment les articles L.3132-13, L.3132-25-5, L.3132-26, L.3132-27, L.3133-1 et suivants,

Vu la consultation réalisée auprès de l'Union des Commerçants de Nogent-sur-Marne,

Vu l'avis conforme du Conseil Métropolitain du Grand Paris en date du 17 décembre 2021,

Vu la délibération n° 21/180 en date du 14 décembre 2021 par laquelle le Conseil municipal a donné un avis favorable sur les dérogations accordées au repos dominical des salariés des établissements de commerce de détail,

Considérant qu'en application de l'article L.3132-26 du Code du Travail, dans les commerces de détail, le repos hebdomadaire dominical peut être supprimé les dimanches désignés, par décision du Maire prise après avis du Conseil municipal et, le cas échéant, de l'Etablissement public de coopération intercommunale,

Considérant que le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par an,

Considérant que l'ouverture des commerces de détail présente un intérêt pour l'ensemble de la population nogentaise et permet de maintenir un équilibre commercial entre le territoire nogentais et les autres pôles commerciaux situés dans une zone de chalandise proche,

Considérant qu'au regard de la consultation réalisée et des avis susvisés, il convient que soit établie la liste des dimanches pouvant être travaillés durant l'année 2022,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Pour l'année 2022, les commerces de détail situés à Nogent-sur-Marne sont autorisés à ouvrir les dimanches suivants :

- Le premier dimanche des soldes d'hiver (16 janvier)
- Le deuxième dimanche des soldes d'hiver (23 janvier)
- Le troisième dimanche des soldes d'hiver (30 janvier)
- Le dimanche de la Fête des Mères (29 mai)
- Le dimanche de la braderie des commerçants

- Le premier dimanche des soldes d'été (26 juin)
- Le deuxième dimanche des soldes d'été (3 juillet)
- Le troisième dimanche des soldes d'été (10 juillet)
- Le dimanche avant la rentrée des classes (28 août)
- Le troisième dimanche avant Noël (4 décembre)
- Le deuxième dimanche avant Noël (11 décembre)
- Le premier dimanche avant Noël (18 décembre)

ARTICLE 2 : Chaque salarié, ainsi privé du repos dominical, devra, en application de l'article L. 3132-27 du Code du Travail :

- bénéficier, pour chacun de ces jours de travail exceptionnel, d'un repos compensateur équivalent en temps, accordé dans la quinzaine suivant ou précédant la suppression du repos,
- percevoir une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente.
- si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

ARTICLE 3 : Les dispositions du Code du Travail et celles qui résultent d'accords de branche ou de conventions collectives concernant l'amplitude journalière de travail et l'interruption du travail à l'occasion du repas restent applicables.

ARTICLE 4 : Lorsque le repos dominical est supprimé le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.

ARTICLE 5 : Les dates du présent arrêté sont communiquées à titre indicatif et seront modifiées si certains événements telles les périodes des soldes venaient à être décalées.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera transmis à Madame la Préfète du Val-de-Marne et affiché.

ARTICLE 7 : Le délai de recours contentieux contre le présent arrêté, devant le Tribunal Administratif de Melun, est de deux mois à compter de son affichage et de sa transmission. Le Tribunal Administratif de Melun peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 : La Direction générale de la Ville, Monsieur le Commissaire de la Police Nationale, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur l'inspecteur départemental du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée aux commerçants intéressés.

Fait à Nogent-sur-Marne, le 27 décembre 2021


 Jacques J.P. MARTIN
 Maire de Nogent-sur-Marne

